

tère, en songeant que la période habituelle de gestation des idées du gouvernement actuel lorsqu'il s'agit d'aider l'Ouest, est d'au moins deux ans?

L'hon. M. Olson: Monsieur l'Orateur, nombre de considérations entrent en ligne de compte. L'une est de répondre aux demandes des agriculteurs de l'Ouest, et même de certains députés d'en face et de cristalliser les règlements et les détails administratifs touchant l'opération LIFT afin de permettre aux cultivateurs de s'organiser en conséquence.

M. Baldwin: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur, aucun cultivateur de l'opposition n'a demandé la prolongation de ce programme.

L'hon. M. Hees: Une question supplémentaire sur les Postes, monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député de Yorkton-Melville a une question complémentaire à poser à ce sujet.

LE BLÉ—LA RÉDUCTION DES EMBLAVURES— LE RÉTABLISSEMENT DU SYSTÈME DE CONTINGENTEMENT UNITAIRE

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Étant donné les difficultés qu'éprouvent beaucoup de petits cultivateurs à propos de l'opération LIFT, le gouvernement va-t-il étudier le rétablissement du système de contingentement unitaire?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, je ne suis pas chargé de cet aspect particulier de la question mais le ministre d'État de Saskatoon-Humboldt a donné bien des explications sur les raisons pour lesquelles on a supprimé le système des contingentements et je crois que ces raisons sont toujours valables.

L'INDUSTRIE

LES FIBRES TEXTILES ET SYNTHÉTIQUES—LA PROTECTION CONTRE LA CONCURRENCE DÉLOYALE

M. A. D. Alkenbrack (Frontenac-Lennox et Addington): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de l'Industrie et du Commerce. Quand le ministre nous annoncera-t-il qu'il prendra des mesures pour protéger les industries de fibres textiles et synthétiques au Canada contre le dumping injuste et la concurrence déloyale des pays orientaux?

L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, la semaine dernière j'avais répondu bientôt, aujourd'hui je réponds prochainement.

[Plus tard]

M. John L. Skoberg (Moose Jaw): Monsieur l'Orateur, j'ai une question complémentaire à poser au ministre de l'Industrie et du Commerce. Comme le premier ministre de la Saskatchewan est entré dans la campagne électorale du Québec en annonçant récemment que les entrepreneurs du Québec étaient allés s'enquérir en Saskatchewan, le ministre pourrait-il nous dire si son ministère a reçu des avalanches de demandes d'établissements du Québec qui voudraient s'installer en Saskatchewan?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Cette question est irrecevable.

LES FINANCES

LES IMPÔTS FÉDÉRAUX ET LA PART DU QUÉBEC—PUBLICATION DE DONNÉES À MÊME LES FONDS PUBLICS FÉDÉRAUX

[Français]

M. Gérard Laprise (Abitibi): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au très honorable premier ministre.

Hier soir, nous avons entendu, à la télévision, une grave accusation lancée par le chef de l'Union nationale, signalant qu'une certaine feuille de propagande distribuée dans le Québec aurait été publiée à même les fonds publics fédéraux. Est-ce que le très honorable premier ministre voudrait confirmer ou nier cette nouvelle?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur le président, j'ai eu l'occasion de faire des observations, à la suite d'une accusation analogue portée par le chef de l'Union nationale, et j'ai répondu que la publication «Quoi de neuf» ne relevait d'aucune façon du gouvernement fédéral ou de son autorité, qu'il s'agissait d'une publication de la Fédération libérale du Canada, section du Québec.

DEMANDE DE MODIFICATIONS TARIFAIRES FACE À LA CONCURRENCE OUTRANCIÈRE DE CERTAINS IMPORTATEURS

[Traduction]

L'hon. George Hees (Prince Edward-Has-tings): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le ministre des Finances. Le gouvernement va-t-il repenser sérieusement ses politiques tarifaires qui touchent l'importation des chaussures, des textiles et des appareils électriques, particulièrement pour les produits qui viennent du Japon, de Taiwan, de Hong-Kong et d'autres pays à bas salaire, ce qui rend toute concurrence impossible pour les Canadiens qui travaillent dans ces industries et qui y sont la cause de licenciements massifs.

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Eh bien! monsieur l'Orateur, si mon honora-